



N° 1/2001

Directrice de la publication :
Nicole LEVESQUES
Auteur de la publication :
Julien VUCHER-VISIN

Maquettage :
Yrída DOMINGO
Impression : STP

Vente et abonnements : 54 32 34
Prix du numéro :
En Polynésie française : 700 F.CFP
Hors Polynésie française : 1 300 F.CFP
Abonnement :
En Polynésie française : 7 000 F.CFP
Hors Polynésie française : 14 200 F.CFP

Dépôt légal : Septembre 2001
ISSN 1247 - 7370
©ISPF 2001

B.P. 395 Papeete
98 713 - Tahiti
Tél. : (689) 54 32 32
Fax : (689) 42 72 52
E-mail : ispf@ispf.pf

Le **Produit Intérieur Brut (PIB)** de la Polynésie française s'est élevé à **402,1 milliards de F.CFP en 1998 contre 382,9 milliards en 1997 ; soit une croissance de 5% et un PIB par habitant de 1 778 438 F.CFP (1 720 960 en 1997). Corrigé de l'inflation relevée sur le territoire au cours de l'année étudiée (1,3%, hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), l'accroissement du Produit Intérieur Brut n'est plus que de 3,6% en volume. Le secteur productif marchand (ensemble des unités économiques qui produisent des biens et services marchands) représente 73,8% du PIB. La contribution du secteur des administrations est, quant à elle, de 24,6%. Cette répartition suit la logique amorcée depuis 1995 avec une augmentation du poids du secteur marchand dans le processus de création de richesses.**

Une croissance confirmée

Confirmant les résultats de l'année 1997, caractérisée par une vive reprise de l'activité économique (hausse du PIB de 3,1%), les principaux agrégats économiques de l'année 1998 dont la faible hausse des prix et l'augmentation en valeur du PIB constatée en 1998 (+19,1 milliards, dont 5,6 milliards de TVA contre +11,4 milliards en 1997), laissent penser que la Polynésie française s'est installée dans un cycle vertueux de croissance maîtrisée.

Le premier secteur à participer à cet accroissement (près de 61,7% de la hausse de la valeur ajoutée marchande) est celui des services, qui a vu sa valeur ajoutée progresser de 8,6 milliards (+6,7% depuis 1997) sous l'impulsion des services divers (hôtelleries, prestataires de services, etc..) en hausse de 6,5 milliards et des transports et télécommunications (+2,1 milliards) tous deux dopés par l'augmentation des dépenses réalisées par les touristes internationaux (hausse de 10,7% des dépenses touristiques entre 1997 et 1998).

Le commerce, dont l'activité repose en grande partie sur la commercialisation de produits importés (+17,1% d'importations à caractère civil en valeur depuis 1997), connaît en 1998 un grand bouleversement avec la mise en place progressive de la TVA qui à terme doit remplacer une partie des droits et taxes à l'importation. La pression fiscale sur les produits importés (hors TVA qui n'est pas un impôt payé par les entreprises) est passé de 42% de la valeur CAF en 1997 à 36% en 1998 ; cela s'est traduit par une baisse du taux de marge (qui constitue la production du commerce) de 102% à 88% et par une hausse de la valeur ajoutée de 600 millions (+ 0,7%) en 1998. De manière générale, le secteur tertiaire joue un rôle de plus en plus important dans l'économie du territoire avec une part dans la valeur ajoutée marchande qui ne cesse de s'accroître pour atteindre 73,9%.

Le secteur du BTP enregistre quant à lui, une augmentation de sa production et de la valeur ajoutée créée de, respectivement 5,6 milliards et 1,1 milliard ; l'amélioration des résultats de ce secteur trouve son origine dans la hausse des équipements des entreprises (+5,5 milliards) et des infrastructures publiques (+2,7 milliards) qui compensent la baisse en équipement des ménages (-2,8 milliards).

Enfin, les administrations, qui ont versé 98,8 milliards de salaires, en hausse de 1,6% (y compris les charges sociales), voient leur contribution au PIB légèrement diminuer et passer, pour la première fois, sous la barre des 25%.

Les autres secteurs d'activité ont connu une année 1998 assez atone avec une amélioration de la contribution au PIB pour le secondaire et un léger recul du secteur primaire pénalisé par des conditions climatiques difficiles.

L'examen des différentes composantes de la demande permet de constater que la

croissance est principalement soutenue par : la hausse de la consommation des ménages (+19,9 milliards) qui s'explique en partie par la mise en place de la TVA (à l'origine de 5,6 milliards de hausse), la reprise des investissements des entreprises (+7,3 milliards) et contrairement à l'année 1997, par l'augmentation de l'investissement des administrations (+1,9 milliards). Ces différentes hausses ont ainsi plus que compensé la baisse (-2,8 milliards) des équipements des ménages (construction, aménagement et réparation de l'habitat personnel).

Le solde de la balance commerciale s'est fortement dégradé en 1998 et atteint -89,9 milliards. Cette composante négative de la demande s'est creusée de 14,4 milliards suite au fort accroissement des importations (+17 milliards) et à une trop légère hausse des exportations (+2,7 milliards) principalement due aux réexportations militaires liées au démantèlement du CEP.

Le PIB et ses composantes en 1997 et 1998

Unité :	1997		1998	
	Millions de F.CFP	%	Millions de F.CFP	%
Agriculture	15 534	4,1	14 795	3,7
Industries agro-alimentaires	9 398	2,5	10 290	2,6
Energie	12 221	3,2	12 948	3,2
Industries mécaniques et électriques	8 738	2,3	8 582	2,1
Autres industries	8 470	2,2	9 234	2,3
Bâtiment, travaux publics	20 630	5,4	21 778	5,4
Transports, télécommunications	27 896	7,3	30 032	7,5
Autres services	100 334	26,2	106 794	26,6
Commerce	81 854	21,4	82 452	20,5
PIBe	285 075	74,4	296 906	73,8
Salaires des administrations	97 238	25,4	98 834	24,6
Salaires domestiques	646	0,2	748	0,2
TVA (importations + consommation)			5 617	1,4
PIB	382 958	100,0	402 105	100,0
Tx de croissance PIBe		4,1		4,2
Tx de croissance PIB		3,1		5,0
PIB par tête	1 720 960		1 778 438	

Source : I.S.P.F - Comptes économiques de la Polynésie Française

La production

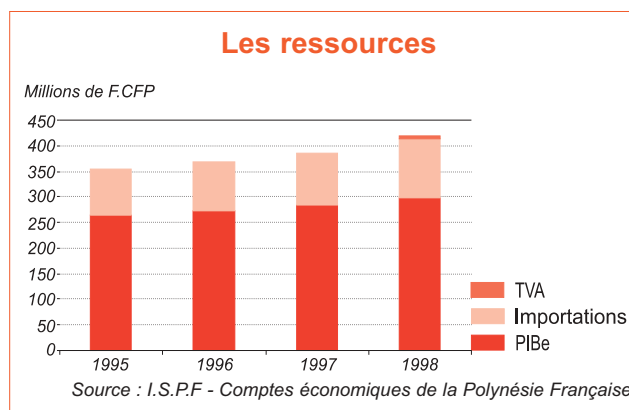
La production intérieure brute (PIBe) est la contribution du secteur productif marchand au PIB. Elle s'élève à 296,9 milliards en 1998. Le secteur tertiaire (commerce, services et transports et télécommunications) génère, à lui seul, 74% de la PIBe, le secondaire (industries agro-alimentaires, énergie, industries mécaniques et électriques et industries diverses) 13,8%, le BTP 7,3% et le secteur primaire (agriculture, pêche, perlicultures, ...) 5,0%.

■ L'énergie

Le secteur de l'énergie regroupe les unités de production d'électricité et de distribution d'eau. Il représente 3,2% du PIB et augmente sa contribution en valeur ajoutée de 5,9%. Cette augmentation de la valeur ajoutée est en partie imputable au bon résultat de la filière hydroélectrique (+36,6% de hausse de la production en kWh grâce à une année 98 marquée par d'abondantes précipitations) moins consommatrice de biens intermédiaires que la filière thermique permettant ainsi de meilleurs gains de valeur ajoutée. L'autre facteur explicatif de cette hausse est la progression du nombre d'abonnés à Tahiti (+ 6,5%) et donc des ventes d'énergie électrique (+9,2% en 1998).

■ Le commerce

Dans les comptes économiques, la « production » du commerce est mesurée par les marges commerciales perçues lors de la vente de biens importés ou fabriqués localement. La marge commerciale est définie comme la différence entre la valeur à la vente et la valeur à l'achat hors taxe (CAF pour les biens importés et valeurs pour les biens produits localement) des marchandises commercialisées. Les impôts et taxes (hors TVA) qui grèvent la valeur des produits sont donc inclus dans la marge commerciale (41,9 milliards en 1998, dont 40,5 milliards pour les importations civiles). La croissance de cette branche est mécaniquement atténuée par la mise en place de la TVA qui, en faisant baisser le taux de marge globale (de 102% en 1997 à 88% en 1998) amortit la hausse de production (+0,8%) liée à l'augmentation des produits importés. Si la TVA avait été traitée comme une taxe à l'importation, la production aurait été en hausse de 6% (les marges incluant alors la TVA). Les bons résultats de ce secteur sont en partie liés à la forte hausse de la consommation des ménages (+6,8%, hors TVA), stimulée d'une part, par la hausse de son pouvoir d'achat en raison d'une valorisation des salaires supérieure à la hausse de l'indice des prix et, d'autre part, par une hausse de plus de 20% des recours aux crédits de trésorerie lui permettant ainsi de dépasser les 82,4 milliards de valeur ajoutée créée. Les hausses les plus marquantes ont concerné le commerce de détail, principalement la grande distribution et les concessions automobiles.



■ Les services, transports et télécommunications

Les services (organismes financiers, assurances, hôtels, bars, restaurants, services juridiques, d'hygiène et de santé, d'enseignement, agences de voyages etc.) et les transports et télécommunications connaissent une année 1998 marquée par une forte croissance (+6,7%). Hors transports et télécommunications, l'activité des services gagne près de 6,5 milliards de valeur ajoutée et se positionne comme le secteur le plus important en termes de valeur ajoutée créée (26,6% du PIB). Le secteur des transports et télécommunications, avec une hausse de la valeur ajoutée de 2,1 milliards, connaît sa première année de croissance depuis 1995. La progression de ces deux secteurs trouve, pour une grande partie, ses origines dans les bons résultats des entreprises du secteur touristique (hôtels, restaurants, transporteurs aériens, agences de voyages...). Ces dernières tirent profit de la relance de cette activité, qualifiée de prioritaire dans le développement économique du territoire, amorcée depuis 1997 (les dépenses effectuées par les touristes internationaux sont estimées à 41,4 milliards en 1998, soit une hausse de 10,7% depuis 1997).

■ Le BTP

« Quand le bâtiment va, tout va ». L'année 1998 du secteur avec une valeur ajoutée qui atteint le niveau record de 21,8 milliards (+5,7%) confirme cette expression populaire. Sa contribution à la production

intérieure brute marchande (PIBe) passe de 7,2% à 7,3%, grâce à une conjoncture favorable dans un secteur porté par la vigueur de la demande privée (+51% par rapport à 1997) et une relance des commandes publiques de 24% (soit une hausse de 2,7 milliards), qui ont compensé la baisse de la demande des ménages (-17%). Cette forte croissance de la demande privée a été stimulée par les mesures d'incitations fiscales adoptées par le territoire, qui ont permis le lancement de nombreux projets immobiliers (constructions d'immeubles résidentiels, entrepôts, bâtiments à usage commercial) et la poursuite des constructions hôtelières débutées en 1997

(notamment les hôtels Méridien et Outrigger à Tahiti, Bora Bora Pearl Beach Resort, Polynésia et Dive Resort à Bora Bora, Te Nape et Te Atiapiti à Raiatea et du Tiare Beach Resort à Huahine).

La hausse des commandes publiques est surtout le fait du Territoire (+44% depuis 1997) qui poursuit sa politique de travaux d'aménagements routiers (la route des plaines, la troisième entrée de Papeete, la réalisation des carrefours giratoires...), de réalisations de nouvelles infrastructures portuaires et aéroportuaires (les aérodromes de Takaroa, Tikehau, Hikueru, Hiva oa, l'extension du port d'Uturoa, l'aménagement du site d'Orohiti, le remblais de l'OTAC...) et la réfection des installations détruites par les intempéries. Les communes, ont, elles aussi, entrepris des travaux d'assainissement et d'amélioration de leur réseau d'adduction d'eau qui ont induit une hausse importantes de leurs commandes. Celles-ci dépassent pour la première fois les 2,4 milliards (+30,4%).

Les commandes des ménages sont en recul depuis 1997. Le montant des prêts octroyés pour la construction, la réparation et l'aménagement des habitations enregistre une baisse de 16,5%.

■ Les industries

L'industrie polynésienne a globalement effectué une bonne année 1998 en maintenant sa contribution au PIB au même niveau que 1997.

Les industries agro-alimentaires, qui regroupent quelques grands groupes et une majorité de petites entreprises spécialisées dans la transformation de matières premières importées, ont, en raison de la croissance soutenue

observée dans le commerce de détail, de la reprise de l'activité touristique et du développement de nouvelles filières d'exportations (transformation et valorisation du jus de nono), augmenté leur valeur ajoutée créée de 9,5%. Les autres industries se sont aussi développées en 1998 (+9% de valeur ajoutée). Elles ont directement bénéficié de la hausse de la demande du secteur du BTP, client de ces industries (charpente, métaux, menuiserie), tirant ainsi la croissance de l'ensemble du secteur vers le haut. Les industries mécaniques et électriques ont connu une année 1998 assez morose avec un léger recul de la valeur ajoutée créée (-1,8%). Cette baisse est liée en partie au recul de l'activité de construction navale, en attente de nouvelles commandes, et à la réduction d'activité de certaines entreprises sous traitantes du CEP. Les bons résultats des entreprises spécialisées dans l'entretien et la réparation des véhicules automobiles n'ont pas suffi à compenser le recul de l'ensemble du secteur.

■ L'Agriculture

Elle englobe, outre l'agriculture proprement dite, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la perliculture. Pour cette dernière, la mauvaise connaissance du secteur contraint à valoriser la production perlière par les exportations. La perliculture améliore ses résultats de 1997 en augmentant de 1,5% la valeur des ventes à l'étranger. Malgré ce bon résultat, le secteur est exposé au problème de la baisse constante des cours. Le prix du gramme est passé de 2 938 F.CFP en 1997 à 2 359 F.CFP en 1998. Les résultats des autres productions agricoles sont en net recul car ils ont été fortement pénalisés par les mauvaises conditions climatiques du début de l'année. Cela s'est traduit par une baisse importante de la production de coprah (-35% en valeur et en volume), de légumes (-18% en volume et -15% en valeur), de produits vivriers (-14% en valeur et -18% en volume) et de la vanille (-15% en valeur et -16% en volume). Ces différentes baisses ont été quelque peu compensées par le succès du nono, qui remplace peu à peu les autres cultures dans les différents archipels (+80% en volume et en valeur). Le secteur primaire enregistre donc un recul en 1998 (4,8% de valeur ajoutée) pour une contribution au PIB de 3,7%, soit son plus mauvais résultat depuis 1993.

Les importations

En 1998, les importations s'élèvent à 116,4 milliards contre 99,3 milliards en 1997. Si l'on distingue les importations à caractère civil des importations militaires, la hausse est encore plus importante ; en effet, les importations militaires continuent leur baisse (-1,4 milliard) amorcée en 1995 pour ne plus représenter que 5,5% des importations totales contre 7,8% en 1997, tandis que les importations civiles augmentent de 20,1% pour atteindre le niveau record de 110 milliards. Une forte hausse est enregistrée dans les importations de

produits des industries mécaniques et électriques (+14,1 milliards) qui s'explique en grande partie par l'importation d'avions civils pour un total de 11 milliards. En omettant ces « entrées exceptionnelles », ces biens ont tout de même progressé de 9,3%, tout comme les produits des autres industries en hausse de 15% et les matières premières qui dépassent pour la première fois les 9 milliards. Ces types de biens sont le plus souvent assimilés aux investissements des entreprises et aux achats de matériels de transport des particuliers (+15% en nombre de voitures particulières importées).

Le reste des autres produits ont tous connu une hausse de leurs importations (exceptée l'énergie, -12,1%, qui à été remplacée par l'énergie hydro-électrique) grâce à une demande soutenue des ménages en produit de consommation (produits alimentaires en hausse de 5,7% et produits textiles de+15%).

Les emplois*

<i>Unité :</i>	1995	1996	1997	1998
	<i>Milliards de F.CFP</i>			
Consommation				
des ménages	214,3	230	238,7	258,6
des administrations	35,3	37,7	34,0	34,2
Investissements				
des entreprises	19,2	11,6	14,1	21,4
des ménages	9,9	11,7	17,0	14,2
des administrations	26,4	21,6	18,4	20,3
Variations des stocks	+0,3	0	1	2,2
Exportations	17,5	23,4	23,8	26,5
Dépenses touristiques	32,6	32,5	37,4	41,4
Total emplois	355,5	368,5	384,4	418,8

*Les résultats donnés ont du être arrondis pour la publication et peuvent engendrer quelques incohérences comptables au niveau des totaux.

Source : I.S.P.F - Comptes économiques de la Polynésie Française

La TVA

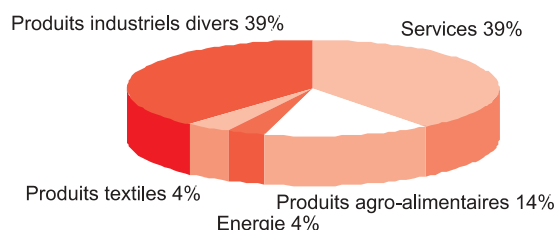
La Taxe sur la Valeur Ajoutée mise en place le premier janvier 1998 apparaît comme une ressource de l'économie au même titre que les importations, la production et les droits et taxes à l'importation (inclus dans la production du commerce). Par convention, la comptabilité nationale enregistre la TVA versée par les entreprises (la différence entre la TVA exigible, collectée sur les produits vendus, et la TVA déductible qui grève les produits employés comme consommations intermédiaires ou investissement) en ressource. Au sein des emplois, la consommation finale des ménages est évaluée toutes taxes comprises alors que les emplois intermédiaires (consommation intermédiaire, investissement) sont mesurés hors TVA (déductible) respectant le principe d'équilibre de la comptabilité nationale entre ressources et emplois de chaque produit.

La TVA versée au titre des importations s'élève à 1,9 milliard et celle versée au titre de la consommation à 3,7 milliards.

La consommation

La consommation est essentiellement le fait des ménages ; elle atteint 258,6 milliards en 1998 (+19,9 milliards depuis 1997). Les administrations réalisent des dépenses de fonctionnement (hors salaires et transferts divers), assimilées à de la consommation, qui s'élèvent à 34,3 milliards. La consommation des ménages, en hausse de plus de 8,3% occupe plus de 80% des revenus ; cette forte hausse est à tempérer : hors TVA (soit 5,6 milliards), la hausse n'est plus que de 6%. Le premier poste de dépenses concerne les services (y compris les transports et télécommunications) avec 39,7% de la consommation, puis les produits industriels divers (39,5%) qui regroupent ici la totalité des industries (hors secteur alimentaire et textile). Les dépenses d'équipement des ménages ne sont pas reprises dans la consommation mais dans les investissements.

La consommation des ménages



Source : I.S.P.F - Comptes économiques semi-définitifs 1998 de la Polynésie Française

L'investissement

Les investissements des entreprises sont de 21,4 milliards en 1998. Les produits des industries mécaniques et électriques en constituent la majeure partie (13 milliards), le reste étant composé des dépenses en produits du BTP ; les dépenses des entreprises en matériels d'équipement ont augmenté de 1,8 milliard par rapport à 1997, ce qui a eu une incidence notable sur le montant des importations.

Les investissements des ménages, qui correspondent à leurs dépenses en logements, s'élèvent à 14,2 milliards contre 17 milliards en 1997. Ce recul est confirmé par d'autres indicateurs comme le nombre de prêts consentis en faveur de l'habitat non aidé (-6% en valeur et -14% en volume) ou le nombre des concours octroyés pour des opérations d'aménagement ou de réparation de logement (-35% en valeur et -43% en volume).

L'investissement en BTP des administrations

	1998	1998	1998	1998	1998
<i>Unité :</i>					<i>Millions de F.CFP</i>
Etat services civils	175	175	240	83	200
Etat-Armées	2 765	2 127	2 153	1 848	1 287
Territoire	5 487	5 352	6 352	6 772	9 749
Communes/SdC	1 678	1 993	1 871	1 904	2 483
EPT	238	158	84	129	84
CPS - RPSMR	218	33	10	29	38
CHT	76	82	97	57	40
Autres	66	125	384	414	38
TOTAL	10 704	10 045	11 191	11 237	13 920

Source : I.S.P.F - Comptes économiques de la Polynésie Française

Les investissements des administrations ont, quant à eux, atteint 20,3 milliards (+10,3%), dont 13,9 milliards de dépenses d'équipement en bâtiment et travaux publics (+24,1%). Le premier investisseur public est le Territoire, qui poursuit sa politique d'amélioration des réseaux routiers, de désenclavement des archipels et d'amélioration des infrastructures et augmente ainsi ses dépenses en BTP de 44%. Les communes ont aussi fait des efforts en matière d'amélioration des réseaux d'adduction d'eau et augmentent leur dépenses en BTP de 30,4%.

Les exportations

La valeur des exportations polynésiennes a atteint le chiffre jamais réalisé de 26,5 milliards. Par rapport à 1997, c'est une hausse de 11% due essentiellement au renvoi de matériels militaires (+83,1% depuis 1997). Ces retours, se chiffrant à plus de 6,3 milliards, concernent surtout des biens des industries mécaniques et électriques tels que moteurs, matériels de transport et autres machines stratégiques. Les exportations de produits civils, qui représentent le cumul de produits du « fenua » et de « réexports », ont baissé de 1% pour atteindre la valeur de 20,1 milliards. Les exportations originaires du territoire avaient pris une pente ascendante depuis 1992 puis accusaient un léger recul en 1995. En 1998, elles marquent à nouveau le pas avec une légère augmentation de 0,5%. Elles demeurent largement majoritaires avec plus de 16,5 milliards de produits locaux exportés. Ce résultat repose plus que jamais sur la perle, car les autres produits d'exportation locale (hormis le nono qui, s'exporte pour la première année, réalise une facture à l'export de 272 millions) ont tous baissé (-11,7% pour les poissons et crustacés, -14,7% pour les fleurs, -60,8% pour le coprah et -19,6% pour la vanille) et ne représentent qu'une valeur globale de 1,5 milliard.

Les flux économiques

Les flux économiques étudiés résultent des opérations effectuées par les divers agents, acteurs de l'économie polynésienne. Ils sont regroupés en quatre grandes catégories, selon la fonction économique principale qu'ils accomplissent.

■ **Les entreprises**, telles qu'elles sont définies dans les comptes économiques, regroupent non seulement tout le secteur privé marchand du territoire (sociétés et entreprises individuelles), mais également les établissements publics à caractère industriel et commercial comme l'OPT ou encore RFO. Les entreprises produisent : elles créent des biens et services destinés à satisfaire les besoins exprimés par les autres agents (les ménages, les administrations, l'extérieur ou même d'autres entreprises). Pour cela, elles doivent consommer des biens ou services dits "intermédiaires", c'est à dire qui disparaissent dans le processus de production. La production intérieure brute (PIBe) qui se compose de la somme des valeurs ajoutées (différence entre la production et les consommations intermédiaires) dégagée par les entreprises, mesure la richesse créée par ces dernières au cours de l'année et leur contribution au Produit Intérieur Brut (PIB).

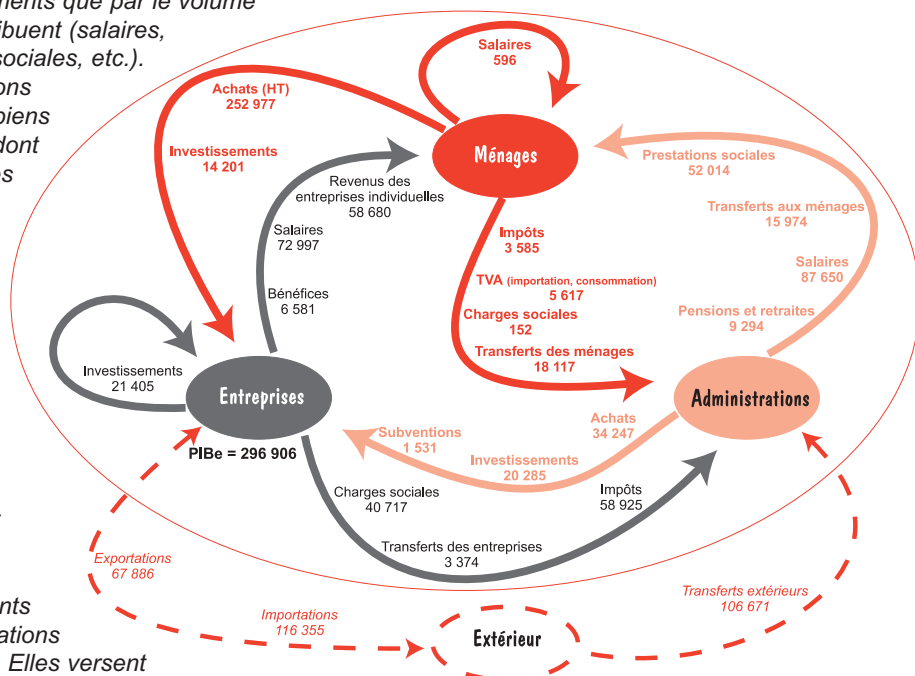
Les entreprises utilisent le travail fourni par les ménages en contrepartie duquel elles versent des salaires. Elles investissent pour améliorer ou accroître leur production. Elles versent des impôts et des cotisations sociales.

■ **Les ménages** consomment : pour ce faire les ménages disposent de revenus (salaires, revenu des entreprises individuelles, bénéfices), perçoivent également des prestations sociales, des pensions et des retraites. Les ménages sont aussi les employeurs de personnel domestique : les charges salariales supportées à ce titre rentrent également dans la composition du PIB.

■ **Les administrations** comprennent, notamment, le Territoire, les services de l'Etat (civils et militaires), les Communes, la CPS, le CHT, les établissements publics territoriaux à caractère administratif (ISPF, SEFI par exemple) et l'enseignement privé. Elles fournissent des services collectifs non marchands (enseignement, santé, sécurité, etc.) aux autres agents et procèdent à des redistributions de ressources (prestations sociales, subventions). Elles occupent un rôle moteur dans l'économie du Territoire tant par l'importance de leur demande en biens, services et équipements que par le volume des revenus qu'elles distribuent (salaires, subventions, prestations sociales, etc.).

L'activité des administrations engendre un flux réel de biens mais surtout de services dont les principaux bénéficiaires sont les ménages et les entreprises. Cette production non marchande des administrations est valorisée dans les comptes économiques par la masse salariale brute versée aux ménages et mesure la contribution du secteur public au Produit Intérieur Brut. Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts. Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).

■ **L'extérieur** permet de matérialiser les flux qui existent entre le Territoire et le "reste du monde" (importations, exportations, transferts extérieurs en provenance de l'Etat).



Source : I.S.P.F - Comptes économiques de la Polynésie Française 1998